

Compte-rendu du déjeuner avec

Marie-Christine Vergiat, eurodéputée, membre de la GUE

Le 28 septembre, le Cercle Europe et Economie Sociale a échangé avec Marie-Christine Vergiat, député de la GUE sur les enjeux de l'Europe sociale, les possibles configurations du prochain parlement européen et les enjeux pour les acteurs de l'ESS. Marie-Christine Vergiat promeut depuis longtemps l'ESS qui représente pour elle un sujet de conviction et de mobilisation.

Ce rendez-vous marque la troisième rencontre du CEES avec des eurodéputés dans la perspective des élections européennes, après Guillaume Balas et Pascal Durant.

QUELLES (DI)VISIONS DE L'EUROPE AUJOURD'HUI ?

Lorsqu'elle a été élue député européenne sous la bannière de Front de gauche, son objectif était de rassembler diverses familles autour d'une vision convergente. Malheureusement aujourd'hui, le paysage de la gauche est morcelé, éclaté, ce que regrette Marie-Christine Vergiat. Cette réalité est un syndrome de la façon dont les politiques appréhendent l'Europe et de la difficile jonction entre la France et l'Europe.

Une division à haut risques

Les forces qui veulent réduire le débat européen dans la contradiction des termes entre les progressistes (Européens béats) et les nationales (anti-européens primaires) n'ont pas pris la mesure de la complexité européenne. Ce n'est pas une approche constructive et surtout cela ne parle pas aux citoyens. Or en mai prochain ce sont les citoyens qui vont dessiner le visage du futur Parlement européen avec leur vote. De la même manière les débats sur la réforme des Traités n'ont pas lieu d'être dans la campagne car les citoyens n'ont pas vocation à se prononcer sur des réalités institutionnelles mais sur un projet de société.

La vraie question est comment changer les rapports de force dans l'Union européenne grâce au vote des citoyens.

Des tensions sur des sujets de fond

La question migratoire illustre parfaitement les tensions au sein de l'espace européen mais aussi le manque d'information pour des décisions éclairées, certains partis agitant la menace d'une immigration massive, qui est fautive, à des fins électorales. Mais les rapports de force sont dramatiques et les équilibres délicats à trouver.

Or l'Europe a d'abord besoin d'unité ... la difficulté est l'effondrement dans de nombreux pays européens de la social-démocratie, sans alternative pour la remplacer ... et ce schéma se retrouve également à droite soumise à de nombreuses divisions internes.

UN AUTRE PROJET EUROPEEN EST-IL POSSIBLE ?

Marie-Christine Vergiat milite pour un autre projet européen. Les questions sociales doivent être au centre du projet européen. Or force est de constater que depuis l'élargissement il y a plus de 10 ans, les disparités dans l'UE se sont accrues entre les plus riches et les plus pauvres, non seulement entre l'Est et l'Ouest mais aussi au sein des Etats, voir des territoires.

L'Europe n'a pas réussi à réduire la pauvreté en dépit des annonces, ce qui fait le lit des nationalismes.

Le socle européen des droits sociaux est une base mais les principes sont en-deçà par rapport à la Charte européenne des droits sociaux, la rédaction illustre les divisions entre les Etats dans la rédaction d'ambitions sociales pour l'Europe.

Marie-Christine Vergiat appelle à reconnecter les citoyens et la société civile sur les sujets européens pour nourrir les débats. Les structures de l'ESS ont une responsabilité positive pour organiser des débats sur : quelle Europe souhaite-t-on ?

Cette question pose aussi une autre réflexion qui est celle de la citoyenneté européenne qui n'est pas suffisamment valorisée. Or seule une conscience européenne peut porter les débats de société au niveau européen.

QUELLE PLACE POUR L'ESS ?

La reconnaissance de l'ESS a fait de réels progrès depuis 10 ans, dans sa compréhension par les politiques européennes. Il y a également une curiosité des Etats de l'Est à l'égard de cette forme d'entreprendre, qui montre le chemin parcouru dans la compréhension du modèle. Les travaux menés par l'intergroupe du parlement européen mais également par le GECES ou la task force interne de la Commission ont largement contribué à cette réalité. Politiquement l'ESS est davantage reconnue, comme le montre la venue de deux Commissaires à l'intergroupe ESS.

La crise économique a permis une réelle prise de conscience de la résilience du modèle des structures de l'ESS. Il y a maintenant en Europe des décideurs qui comprennent que cette résilience elle est par nature propre aux acteurs de l'EES, à leur gouvernance.

Néanmoins il faut inlassablement répéter les éléments fondamentaux de l'ESS et continuer la pédagogie pour rétablir des réalités : non l'ESS n'est pas limitée qu'au champ du caritatif ou des plus démunis, non « small is beautiful » n'est pas toujours une vérité car il y a des acteurs de l'ESS colossaux même si fragiles, non l'ESS ce n'est pas l'entreprise sociale Le vocabulaire employé crée de la confusion et c'est difficile pour l'ESS d'être un objet juridique bien compris.

Pour Marie-Christine Vergiat, un concept qui pourra être plus facilement audible est celui des sociétés de personnes à opposer aux sociétés de capitaux.

Ce travail devra être poursuivi avec le renouvellement institutionnel en 2019. Il n'est pas certain que l'intergroupe ESS soit reconduit, il faudra que les acteurs se mobilisent pour en assurer le renouvellement. De son côté la Commission a renouvelé le GECES dont les travaux devraient commencer le 23 octobre, sur une feuille de route qui reste à écrire.

QUEL PARLEMENT DEMAIN ?

La seule certitude est que le futur Parlement européen ne ressemblera pas à l'actuel. Pour le reste, c'est l'incertitude qui domine pour savoir quels seront les prochains équilibres politiques et les groupes.

Le groupe ECR est en questionnement sur sa survie car il a de nombreux députés britanniques en son sein. Se pose la question de savoir avec quel groupe politique il va s'allier... historiquement les députés siégeaient au sein du PPE.

La situation au sein du PPE est difficile comme l'a montré le vote de la résolution sur la Hongrie de Viktor Orban, finalement soutenue par le groupe. Or le groupe politique d'Orban représente une force importante au sein du PPE ... et le PPE vise la représentativité pour être le premier groupe du Parlement européen et ainsi

peser sur le choix du Président de la Commission... même si cela veut dire négocier avec des parties dont les valeurs peuvent être contraires au projet européen.

Pour le groupe S&D et les diverses formations de gauche, l'objectif devrait être celui de l'unité, du rassemblement mais ce n'est pas toujours perçu comme cela.

...